



# Une économie mondiale secouée et aux abois

*Malgré le conflit Israël-Iran et la possibilité d'un choc pétrolier, Donald Trump continue de perturber l'économie mondiale avec sa guerre tarifaire. Entre représailles et reculades, la croissance est menacée sur toute la planète.*



Danvy Dyck/AP/Sipa

**K**ananaskis : 156 habitants, des sommets enneigés, 4000 km<sup>2</sup> de nature, un golf, un palace. Du 15 au 17 juin, ce hameau des Rocheuses canadiennes a accueilli un G7 sous tension. La quiétude des lieux tranchait avec l'escalade tarifaire relancée par Donald Trump depuis son retour à la Maison-Blanche en janvier dernier. Le Premier ministre canadien, Mark Carney, maître de cérémonie, espérait que l'air de la montagne infléchirait la ligne dure américaine. Mais l'attaque israélienne lancée le 13 juin contre l'Iran (*lire pages 24 et 25*) a fait dérailler l'agenda. L'une des dernières cordes de rappel face à l'inflation induite par la guerre tarifaire s'est brutalement distendue, le baril s'envolant de plus de 10%.

**Au G7, à Kananaskis, au Canada, le 16 juin. Après quelques rendez-vous, Donald Trump a précipitamment quitté Emmanuel Macron et le Premier ministre canadien, Mark Carney, refermant brutalement la parenthèse d'un possible dégel tarifaire.**

PAR MAXIME HANSEN

Tous les scénarios sont ouverts, y compris celui d'un choc pétrolier avec un cours du brut à 100 dollars si d'aventure, le détroit d'Ormuz venait à être fermé. « Ce serait du suicide, car cette action bloquerait aussi les exportations iraniennes », explique Francis Perrin, directeur de recherche à l'Institut de relations internationales et stratégiques. Et que l'on ne compte pas sur Donald Trump pour réduire le degré d'incertitude qui plombe la croissance mondiale. A Kananaskis, après avoir regretté l'absence de la Russie et accordé quelques rendez-vous bilatéraux à ses homologues, notamment au Premier ministre britannique, Donald Trump a précipitamment rembarqué pour Washington, refermant brutalement la parenthèse canadienne d'un possible dégel tarifaire.

Quelques jours plus tôt, une autre tentative de désescalade commerciale avait eu lieu à Londres. Les 9 et 10 juin. A huis clos cette fois, des responsables chinois et américains se sont retrouvés au palais de Lancaster. Objectif : poser les bases d'une paix commerciale entre les deux superpuissances. Après de longues discussions, Scott Bessent, secrétaire au Trésor, et He Lifeng, vice-Premier ministre de l'empire du Milieu, apparaissent brièvement sur l'escalier rococo, décor du film *Le Discours d'un roi*. Un cadre commun est trouvé, puis annoncé par Donald Trump sur son réseau TruthSocial : « Le président Xi et

moi allons travailler étroitement pour ouvrir la Chine au commerce américain. Grande victoire pour nos deux pays ! » La Chine pèse 15% du commerce mondial, les Etats-Unis, 10%.

Mais le deal reste flou. « L'accord de Londres avait un but précis. Le cadre global prendra du temps », concède Bessent, considéré par Wall Street comme « l'adulte dans la pièce ». Adepte de la stratégie E2D (*escalate to de-escalate*), il incarne le « gentil flic » aux côtés du méchant shérif Donald Trump. Ce dernier, dès le 11 juin, a remis le feu en annonçant que 150 pays recevront une lettre d'ici deux semaines détaillant les nouveaux droits de douane. « A prendre ou à laisser », tranche-t-il. Le dollar chute aussitôt à son plus bas niveau depuis trois ans.

## Coups de force

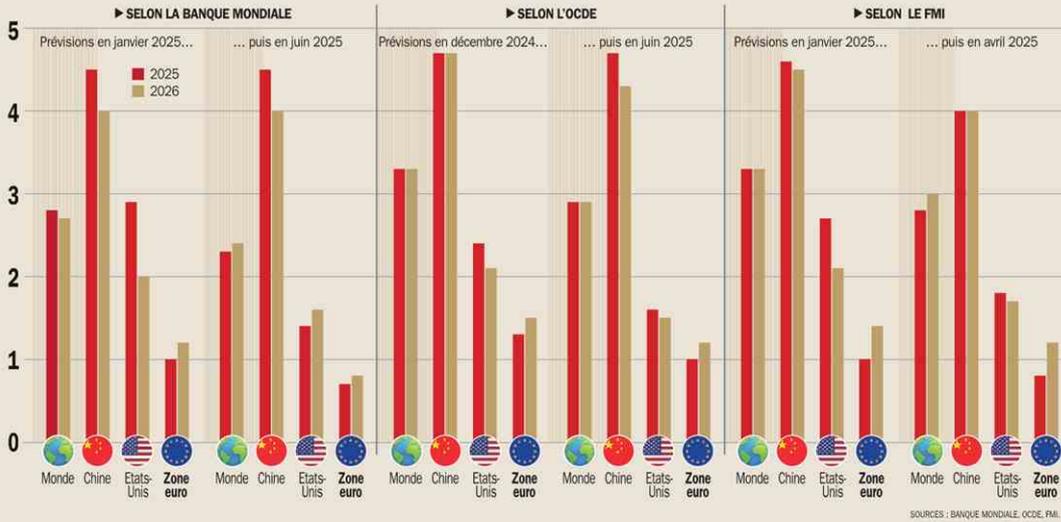
Depuis janvier, « Tarif man » alterne coups de force et reculs contre les « tricheurs étrangers », ces pays en excédent commercial vis-à-vis des Etats-Unis. Il vise surtout la Chine, qu'il menaçait d'une surtaxe de 100%. Droits de douane massifs le 2 avril, pause de 90 jours le 9, première baisse réciproque avec Pékin en mai... Le front bouge sans cesse. Le *Financial Times* a même forgé un acronyme pour désigner la versatilité du président milliardaire : Taco (*Trump Always Chickens Out*) – Trump se dégonfle toujours. Pas tout à fait : déjà, les Etats-Unis ont porté autour de 15% le taux ef-





## La croissance plombée par les incertitudes à répétition

Croissance du PIB (en %)



La croissance du PIB mondial devrait être limitée à 2,3% en 2025 selon la Banque mondiale, du jamais-vu depuis 2008. Aucune zone n'est épargnée. L'indice de l'incertitude a atteint 1151 points en avril, un record. Quant au pétrole, son prix est dopé par le regain de tension au Moyen-Orient.

fectif de leurs droits de douane – un record depuis 1938 – contre 2% en 2024, selon l'OCDE. En comptant les représailles chinoises, canadiennes et européennes, plus de 2% du PIB mondial est affecté. La croissance de ce dernier devrait être limitée à 2,3% en 2025, du jamais-vu depuis dix-sept ans, hors crises financière (2009) et sanitaire (2020). Toujours selon la Banque mondiale, 56% des pays ont déjà vu leur croissance ralentir, et 7 sur 10

ont revu leurs projections à la baisse. Ce choc commercial frappe alors que les Etats peinent à concilier réduction des déficits et investissements stratégiques (énergie, défense). La charge d'intérêt dépasse 2,5% du PIB dans l'OCDE, un record depuis vingt ans. L'investissement public reste inférieur aux niveaux d'avant 2008. A cela s'ajoutent les tensions géopolitiques, de l'Ukraine à Gaza, en passant désormais par l'Iran.

Au-delà des points de croissance, un poison plus insidieux s'infiltré dans l'économie. « Ce ne sont pas tant les droits de douane que l'incertitude qui pèse, observe Ana Boata, cheffe économiste à Allianz Trade Research. Sans visibilité, les entreprises freinent l'investissement et leur production, et les ménages adoptent un comportement de précaution : épargne en hausse, consommation en berne. Ce climat anxieux peut ►►►





► 19 juin 2025 - N°880

►►► *déclencher une spirale récessive.* » L'indice d'incertitude du commerce mondial a atteint 1 151 points en avril (voir graphique) – un record, quatre fois sa moyenne historique. Résultat : 45% des entreprises allemandes, 38% des françaises et 33% des américaines suspendent leurs projets. Cela peut virer au casse-tête : en février 2024, Syensqo (ex-Solvay) a fermé sa dernière ligne de vanilline à Saint-Fons (Rhône), transférée aux Etats-Unis. En raison des droits de douane, le groupe prévoit de rouvrir l'atelier en 2026. « Mais si les taxes sont annulées, on remet tout le monde dehors ? » s'interroge un cadre.

L'onde de choc frappe d'abord... l'Amérique. Trump promettait de rendre sa grandeur au pays ? La croissance des Etats-Unis, de 2,8% l'an dernier, devrait atterrir autour de 1,5% en 2025. Des prévisions établies « alors qu'en mai, l'impact des droits de douane n'est pas encore là », observe Heather Long, cheffe économiste de Navy Federal Credit Union. L'impact aura lieu à l'automne, estiment les analystes. Les secteurs informatique, textile ou pharmaceutique, très dépendants de la Chine, ont massivement stocké en décembre, maintenant prix et marges... sans toucher au portefeuille des Américains.

Sur le plan budgétaire, les 2000 milliards d'économies promis via le Département de l'efficacité gouver-



Handout/US Treasury Department/AP

**Rencontre sino-américaine, à Londres, le 9 juin. Après de longues discussions entre le secrétaire au Trésor, Scott Bessent, et le vice-Premier ministre, He Lifeng, un cadre commercial a été trouvé, puis annoncé par Donald Trump. Mais le deal reste flou.**

nementale (Doge) confié à Elon Musk n'ont pas été tenus. L'entrepreneur est reparti au chevet de Tesla mais la réduction aveugle des effectifs publics, combinée à la fermeture migratoire, pèse sur la croissance, selon l'OCDE. La Réserve fédérale n'a aucunement l'intention de céder aux injonctions de Donald Trump concernant une baisse des taux. Le déficit pourrait atteindre 8% du PIB.

La Chine encaisse aussi le choc. Sa croissance devrait plafonner à 4,6% cette année. Xi Jinping avait anticipé un plan de relance tourné vers la demande intérieure – ponts, routes, infrastructures – creusant le déficit à 8,1% du PIB en 2025, contre 6,5% en 2024. Pékin peut compter sur les pays émergents, dont il reste le premier partenaire commercial pour 65% d'entre eux. Mais privé d'un débouché américain de 439 milliards de dollars, il se tourne vers

l'Europe. Une tentation à laquelle cette dernière n'est pas insensible. En 2024, la Chine était le troisième client de l'Union (8,3%) et son premier fournisseur (21,3%). Mais les Vingt-Sept exigent un prix plancher sur les véhicules électriques chinois et un meilleur accès aux terres rares – deux sujets à l'agenda des négociations de juillet. L'opportunité est réelle... mais risquée : la balance commerciale avec la Chine est déjà largement déficitaire. L'Europe a-t-elle le choix ? Avec des taxes américaines à 30%, jusqu'à 100 milliards d'euros d'exportations pourraient s'évaporer. La croissance attendue en 2025 tombe à 0,7%, et même les lourds investissements de défense ne combleront pas le manque. Pourtant, le lien transatlantique reste central : 1 600 milliards d'euros d'échanges en 2023, un record. « Le rapport de force est réel, Trump ne peut l'ignorer. Un accord UE-USA prendra du temps, anticipe Ana Boata. Celui sur l'acier a mis plus de deux ans ! »

**Grands perdants**

Les pays en développement sont les grands perdants de ce maelström. Leur croissance, qui atteignait 5,9% dans les années 2000, plafonne désormais sous les 4%. « Ils ne doivent pas se faire d'illusions : les vingt-cinq prochaines années seront plus difficiles que les vingt-cinq dernières », alerte Indermit Gill, chef économiste de la Banque mondiale. L'arrêt des aides américaines n'arrange rien.

Mais certains tirent leur épingle du jeu. Pour contourner les tensions, les entreprises redessinent leurs chaînes d'approvisionnement. Vietnam, Maroc, Indonésie ou Mexique deviennent des relais stables et bien intégrés. Résultat : le commerce Sud-Sud dépasse 20% des échanges mondiaux, contre 5% en 1990. Et Washington ne pèse plus que 12% du commerce des émergents. La mondialisation se fragmente et en voulant protéger l'Amérique, Donald Trump accélère le déplacement du centre de gravité du commerce mondial. Un deal perdant. ■

